

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
10 au 16 mai 2001



10 FF  
1,52 €

## En Algérie, l'Etat opprime et assassine

**D**ÉPUIS L'ASSASSINAT LE 18 avril d'un lycéen dans la gendarmerie de Beni Douala près de Tizi-Ouzou et des interpellations brutales le 22 à Bejaia, une formidable vague de révolte contre l'État algérien a gagné la Kabylie. Les forces de l'ordre ont alors décrété l'état d'urgence et se sont livrées à une répression inqualifiable, particulièrement sanglante le samedi 28 avril. Les gendarmes ont en effet répondu à coup de balles réelles voire explosives, tirées directement dans les rues, d'arrestations arbitraires, prémisses sans doute à la torture au vu des conditions générales qui règnent dans les prisons algé-

riennes. Au total, le 2 mai, on pouvait déjà compter plus de 80 morts et plusieurs centaines de blessés.

comme le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi sont largement dépassés par les événements quels que soient les efforts du premier pour donner l'impression qu'il est à la tête du mouvement. Quant au RCD, parti de notables kabyles, il est très largement conspué pour sa participation au gouvernement algérien.

### Une révolte de la misère économique et sociale

Les débuts de cette insurrection en Kabylie ont certes concordé avec le

breux slogans. Enfin, le mouvement n'est pas né dans les villes comme précédemment, mais dans les campagnes encore plus touchées par la misère.

Ceci étant, la situation kabyle est commune à l'ensemble du pays. 40 % des Algériens vivent en dessous du seuil de pauvreté, plus de 30 % de la population active est au chômage et ce chiffre a considérablement augmenté depuis quelques années, la situation sanitaire se dégrade de plus en plus...

Aussi, au-delà de la Kabylie, devant la brutale répression et des conditions de vie identiques, c'est de toute l'Algérie que des populations se soulèvent. À Alger notamment, les campus universitaires se sont mis en grève et organisent rassemblements et marches pour soutenir les révoltés. Le dispositif de sécurité a alors logiquement été renforcé dans la capitale afin d'empêcher la « contagion » du reste du pays.

nomique. Quant au RCD, de plus en plus critiqué, il s'est senti obligé, le Premier Mai, de quitter le gouvernement « d'union nationale », ensemble hétéroclite rassemblant anciens caciqués du FLN et intégristes auquel il fournissait la caution démocratique.

Mais derrière le gouvernement et malgré les efforts de Boutéflika, c'est l'armée et une clique corrompue qui tirent les ficelles de l'État algérien. Afin de maintenir intact leur pouvoir celles-ci préfèrent utiliser la manne pétrolière (plus de 10 milliards de dollars en 2000 et 7 milliards d'augmentation par rapport à 1999) pour continuer la guerre civile au nom de l'épouvantail intégriste. La population est donc condamnée à la misère par des galonnés qui ne valent pas mieux que nos Aussaresses ou Massu. Cela justifie aussi indirectement les

accusations de collusion entre barbus et barbouzes à la solde de l'État, de nombreux jeunes désabusés rejoignant les maquis qui n'ont pas disparu malgré les dires d'une presse muselée. On constate ainsi actuellement une avancée intégriste autour du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) de Hassan Hattab dont le bastion se situe en Kabylie.

Quant à Boutéflika, avec ce qui lui reste de pouvoir, il tente de mener une politique de libéralisation sauvage de tous les secteurs « non stratégiques » (les autres : pétrole, télécommunications... restant dans le giron de l'appareil militaire). Bref il contribue à accueillir un peu plus à la misère une population algérienne qui n'avait pas besoin de cela.

Romain. - groupe Kronstadt (Lyon)

### MASSACRE EN ALGÉRIE

CETTE FOIS-CI ON A MÊME PAS EU LE TEMPS DE METTRE NOS DÉGUISEMENTS D'INTÉGRISTES



riennes. Au total, le 2 mai, on pouvait déjà compter plus de 80 morts et plusieurs centaines de blessés.

Le sentiment de révolte croit alors de jour en jour au point que les partis politiques qui soutiennent les manifestants

ISSN 0026-9433 - N° 1244

M 2137 - 1244 - 10,00 F



FOP 2520

vingtième anniversaire du printemps berbère, mouvement identitaire qui avait été durement réprimé. Cette région lutte encore et depuis longtemps contre les velléités uniformisatrices de toutes les structures étatiques en Algérie, quelles aient été coloniales ou le fruit de l'État FLN. Cependant cette révolte part surtout de la misère économique et sociale. Elle est ainsi avant tout le fait d'une jeunesse promise au chômage, privée d'un système éducatif digne de ce nom et qui se sent privée d'avenir comme l'ont montré de nom-

### Les réponses de l'État : balles réelles et peccadilles

On l'a vu, la première réaction des autorités a été une répression à tous crins. Néanmoins, devant l'ampleur des événements, le président Boutéflika a dû intervenir autrement en pondant un discours télévisé le 30 avril. Celui-ci n'était ni en arabe dialectal ni en français, ce qui l'a rendu à peu près incompréhensible des populations auxquelles il s'adressait. Mais on comprend mieux ce choix au vu de ce qui a été dit. Boutéflika n'a fait qu'évoquer un supposé complot à l'origine des émeutes en Kabylie pour justifier la répression et il s'est bien gardé de condamner la violence criminelle des gendarmes, proposant seulement une vague commission d'enquête, laquelle n'aboutira sans doute pas plus que la dizaine d'autres engagées depuis quelques années.

Cependant histoire d'apaiser un peu les esprits et de se rabibocher avec les membres du RCD, il a proposé une petite reconnaissance de la langue tamazigh, une des revendications du mouvement identitaire berbère. C'était sans doute plus facile que de s'attaquer aux véritables causes de la révolte, même pour le représentant d'un État jacobin qui même une politique d'arabisation forcée 1998.

### « Pouvoir assassiner et corrompu »

Les manifestants ne s'y sont pourtant pas trompés puisque les révoltes n'ont pas cessé mettant toujours en cause le gouvernement central et la misère éco-

## EDITORIAL

C'est l'histoire d'une jeune femme, mère de sept enfants, qui est passée en procès à Lyon le mardi 24 avril. Son « tort » ? Avoir tenté de dérober de la nourriture et des jouets dans un hypermarché la veille de Noël, afin de faire plaisir à ses enfants. Bien entendu, le contenu du cadavre a été récupéré par la grande surface, qui n'a donc pas perdu une miette des bénéfices exorbitants qu'elle ne doit pas manquer de réaliser à cette période de l'année. Noël est en effet le moment par excellence de consommation. Mais encore faut-il avoir les moyens de cette consommation et c'est ce que nous rappelle cette histoire tragique.

Procès, donc, car le vol, même (surtout ?) lorsqu'il est motivé par la nécessité de nourrir ses enfants, n'est pas tolérable par le système ultra-capitaliste d'aujourd'hui. Et la justice veille !

C'est ce que nous prouve le déroulement de ce procès. En effet, l'état de nécessité ayant été invoqué par l'avocat de cette mère de famille, le tribunal correctionnel de Lyon l'a reconnue coupable tout en dispensant de peine, s'appuyant sur le fait que la marchandise avait été restituée au magasin. Dispensée de peine mais tout de même reconnue coupable d'avoir seulement voulu nourrir ses enfants et leur faire plaisir ! Verdict navrant mais qui épargnait au moins cette femme d'une peine injustifiable.

C'était sans compter sur les grands principes de la justice de notre beau pays, qui veut conserver intact son rôle de répression et de criminalisation de tous ceux qui ne respectent pas les règles économiques profondément inégalitaires auxquelles nous sommes soumis. Le parquet de Lyon a fait appel de ce jugement, le procureur Christian Hassenfratz refusant « que l'on instaure une jurisprudence fondée sur l'état de nécessité ». Dispenser de peine une mère de famille misérable est intolérable pour ce magistrat qui, lui, a dû soigner grassement sa cellulite lors de ce même Noël. Il ne faudrait tout de même pas que tous les pauvres se mettent à aller se servir dans les magasins sous prétexte qu'ils ont faim ! La justice est la justice, un vol est un vol. Pour ce procureur zélé, cette femme doit payer son délit, même si au final elle n'a pas pu bénéficier des fameuses marchandises.

La morale de cette histoire, parfaitement immorale d'un point de vue humain, montre que la plus petite marchandise, génératrice du plus petit profit, est plus importante et passe avant la moindre considération de la condition humaine. Pendant ce temps, les Seillières et autres Messier peuvent afficher fièrement leurs revenus annuels aux moults zéros. Comment ne pas être éccœuré ?

# Innové, expériménter pour réformer... et passer aux oubliettes !

**D**ÉPUIS LA RENTRÉE 2000 un certain nombre d'équipes éducatives se sont constituées en vue de présenter à la Commission Nationale de l'Innovation et de la Réussite Scolaire des projets d'établissements innovants. Dans les départements, des enseignants, des parents se sont joints au « Manifeste pour une école créatrice d'humanité » lancé par Marie-Danièle Pierrelée ou à la dynamique soutenue par l'ICEM (mouvement Freinet) pour fédérer ces divers travaux. Des réunions nationales se sont tenues, les équipes pédagogiques Freinet ont élaboré une charte de fonctionnement collégial et coopératif pour les établissements scolaires. Début avril, la CNIRS a formulé près d'une dizaine d'avis favorables concernant les projets qui lui ont été soumis. Jack Lang en a discuté avec l'ensemble des recteurs et... les semaines et les mois passent. Les équipes sont dans l'attente d'un feu vert. Les rectorats se replient bec et ongles sur leur restriction budgétaire. Jack regarde la caravane passée: nada, Peau de balle!

## Lang/Allègre: frères siamois de l'immobilisme !

La baudruche s'est dégonflée, le ministère a reculé et risque - si nous sommes optimistes - de se contenter d'ouvrir quelques sites sous prétexte de ne pas favoriser une politique éducative de « la bulle » (création d'établissements repliés sur eux-mêmes sans perspective de reproduction possible dans la norme).

Il s'abrite derrière la loi de décentralisation, les chasses gardées rectorales pour maintenir le statut quo.

Citoyenneté, ouverture sur le monde, interdisciplinarité restent des vœux pieux. La prise en compte des difficultés culturelles et sociales des jeunes et des enfants, la valorisation de leurs compétences demeurent partielles et partiales. Quelques points incindiaires supplémentaires pour les profs volontaires, des projets d'établissement mis en concurrence financière, beaucoup de temps et d'énergie perdus dans les méandres de l'innovation « bureaucratisée ». Comme dans toutes les grandes machines un

phénomène de clans, de luttes fratricides oppose les « différentes crémeries » (INRP, Innovalo, MEIP (1)).

Sur fond d'élections présidentielles, le gouvernement favorise un démantèlement du service public d'éducation en terme de précarisation croissante des personnels, de mise en concurrence des établissements et/ou des personnels, de partenariat « pédagogique » avec des grandes entreprises, de maintien des filières sous couvert de parcours scolaires diversifiés au sein d'une structuration pédagogique qui ne l'est pas. En reléguant l'innovation scolaire à une simple transversalité pédagogique sans transformer les fonctionnements institutionnels ou pédagogiques des établissements scolaires, le ministère se détourne de toute idée de réforme globale et prouve sa volonté politique de ne pas toucher au collège, sa carte maîtresse de la sélection sociale.

Bien que 40 % des enseignants partent à la retraite dans les dix prochaines années, que la formation professionnelle initiale déçoit, que pour la première fois existe une coordination des équipes de travail, Jack Lang préfère jouer la carte électorale plutôt que celle de la réforme même frileuse capable de combattre l'implosion qui guette cette vieille école ni républicaine puisqu'elle ne lutte pas profondément contre les inégalités sociales et culturelles, que n'existe aucune gratuité de l'ensemble du système éducatif, ni laïque car se poursuit la mise en concurrence des formations patronales/privées/publiques.

## De l'école humaniste... au sectarisme humanoïde !

Dans une perspective de construction d'un service public d'éducation, seul l'ICEM a montré une volonté collective et coopérative de favoriser l'émergence d'un large mouvement composé d'enseignants, de parents, d'associations d'éducation populaire en vue de proposer des réformes pédagogiques et institutionnelles.

En effet Gabriel Cohn-Bendit et Marie-Danièle Pierrelée en négociant directement avec Jack Lang l'ouverture de deux sites (Dédic dans le 93 et le collège du Ronceray au Mans) ont fait preuve

d'une immaturité politique pour user de termes courtois en utilisant une médiatisation personnalisée de leurs propositions. Au pire ils participent à la libéralisation de l'Education nationale en se contentant de l'humaniser par l'ajout d'une image d'Épinal innovante sans perspective d'évolution ou de réformes.

C'est ainsi que l'ensemble des personnes s'étant mobilisées pour une « école créatrice d'humanité » se retrouvent orphelines de toute construction associative, pédagogique et sociale. L'impossibilité de fédérer ces dynamismes éducatifs autrement que par le seul biais de l'humanisme bon teint ou une médiatisation exacerbée augure mal de la coopération, de l'ouverture sociale, pédagogique de tels mouvements. D'ailleurs le groupe départemental du Nord pour le Manifeste pour une école créatrice d'humanité ou des personnalités telles Bruno Mattei, co-signataire de l'appel ou Véronique Decker, présidente de l'association DECLIC demandent une analyse publique de l'échec - en terme de débats démocratiques et de partenariat - de l'implantation du collège sarthois. En se satisfaisant d'une ouverture litigieuse quant à son élaboration locale d'un seul site ce mouvement ne risque pas de renaitre de ses cendres!

## Un silence syndical tonitruant !

Les congrès de la FSU de la Rochelle et du SNES de Strasbourg n'ont pas débouché sur des revendications syndicales et pédagogiques de réelle transformation de l'École en un service public d'éducation. Pis, en refusant à la délégation bretonne (le S3), dans le cadre de la défense des langues régionales, une motion demandant l'intégration au service public et laïc des écoles diwan, le SNES non seulement montre son incapacité à imaginer quoi que ce soit pour défendre l'école de tous, mais participe de fait à une « école de classe »! Il abandonne ainsi toutes les initiatives « inter-culturelles » au ministère qui vient d'intégrer les écoles Diwan au service public.

Arc-bouté sur une stratégie de clientélisme, dépendant du système scolaire existant la FSU et ses syndicats enseignants perpétuent un système catégoriel et disciplinaire, alors que « le

milieu » dont ils se réclament devient de plus en plus perceptif à des propositions d'alternatives éducatives.

Le syndicalisme radical (les Suds, la CNT-V, l'École émancipée) soutient ces initiatives éducatives d'élaboration populaire mais... is enough! Pourquoi en terme de tendance et/ou syndicats ne

tionnelles, de l'intelligence pour casser avec le clientélisme et affirmer une volonté politique téméraire pour se lancer dans une refonte complète du service public d'éducation.

Qui relève le défi: passer l'école pour tous aux oubliettes de l'histoire et laisser le champ libre aux requins du libéralisme ou se battre collectivement pour l'accès à la culture pour tous? Après tout cet enjeu est trop majeur pour l'abandonner aux spécialistes.

Il nous revient donc de mettre sur la place publique et non dans les seuls cabinets ministériels ou commissions paritaires la transformation du collège.

## Des propositions pour l'École Populaire

Plus que jamais pédagogie et revendications professionnelles se rejoignent en matière d'égalité des statuts, d'intégration de tous à la cité. C'est parce que nous sommes contre la division sociale, économique et culturelle que nous défendons une éducation polytechnique égalitaire. Si nous désirons construire une société de justice sociale, nous voulons éduquer les personnes à l'autonomie, à la liberté, à la solidarité en

créant des espaces coopératifs, anti-hiérarchiques et créateurs où tous et chacun s'entre-apprennent. Si nous ne globalisons pas la question de l'école, nous perdrons cette bataille des cultures plurielles qui nous oppose à une société à consommation unique s'appuyant sur la marchandisation des savoirs.

La plupart des projets partenaires de l'ICEM se réclament de l'École Populaire au nom de la justice sociale, de la fraternité, d'une société de liberté et s'appuient sur:

- la mixité sociale - carte scolaire hétérogène, valorisation des cultures et savoir-faire ignorés jusqu'ici par l'École;
- la coopération éducative - élaboration collective de projets éducatifs, l'autogestion tripartite (enfants/enseignants/partenaires) de l'établissement, le refus de la compétition, la reconnaissance de l'enfant en tant que personne;
- la collégialité pédagogique et administrative - refus de la hiérarchie et des inspections « imbéciles », la reconnaissance pour toute personne partageant la vie scolaire d'un statut spécifique;
- le tâtonnement expérimental et méthode naturelle d'acquisition des savoirs - construction individualisée des savoirs polytechniques en interaction avec ses pairs et les adultes pour que chacun devienne acteur-doux d'apprentissages multiples.

Thyde Rosell (projet La Roche de Rochefort)

(1) INRP: Institut national de la recherche pédagogique, Innovalo et MEIP sont des structures de recherche pédagogique au niveau rectoral.

## réformateur de façade



Jean Luc Boire

participe-t-il pas directement aux travaux de coordination, de mise en réseau, d'élaboration de projet éducatif populaire? Pourquoi se satisfait-il d'un syndicalisme corporatif radical, soit mais sans perspective pédagogique, sans propositions s'appuyant sur des expériences, des mutualisations qui concrétiseraient ainsi aux yeux de tous (personnels, enfants, familles, citoyens) leurs revendications de corps unique, de fédération d'industrie, de prise en charge des personnes les plus éloignées culturellement de l'école actuelle, de l'école publique, laïque et égalitaire?

## Et les écoles alternatives?

Peu ou quasiment pas de liens entre les équipes éducatives du « public » et les écoles privées alternatives. Pas d'entraide, pas de soutien! Seul le centre éducatif libertaire Bonaventure participe activement à la mise en place d'un collège expérimental en Charente-maritime. Sur un plan national, les écoles Montessori, Steiner, Diwan ou Icastolas ou les Ecoles Nouvelles n'ont pas pris une part active dans la mise en place d'une rénovation de l'Éducation nationale. Cette indifférence qui rejoint celle des grandes centrales syndicales est parlante. Chacun se replie dans son secteur, affronte seul les difficultés liées au parti pris pédagogique, économique ou social et abandonne ainsi l'éducation de tous au... gouvernement qui jusqu'à présent n'en a jamais fait grand cas.

Il faut du courage pour rompre avec les corporatismes, les frilosités institu-

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication: J. Toublert  
 Service abonnement: 02 35 84 27 17  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Hebdo 1  
 Diffusion N.M.P.P.

le monde **libertaire** Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
 Chèque postal  Chèque bancaire   
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Pr  
 M  
 la CN  
 inalité  
 ouvrie  
 du jou  
 patron  
 hante a  
 En effe  
 sont in  
 manifest  
 auréolé  
 la CG  
 reprend  
 la mani  
 la préf  
 l'accès  
 mémoi  
 cédent  
 sale bo  
 Pour l'  
 A  
 s'est mi  
 FA, du  
 (Squat  
 une bo  
 sonnes.  
 Après u  
 fiches su  
 proteste  
 photo Fan  
 Ma  
 L  
 E I  
 ave  
 tio  
 Les  
 ciers des  
 l'action a  
 À la fin de  
 l'action, re  
 cules de ce  
 la nuit du  
 Tertres éta  
 crucifix, le  
 clés).  
 Plainte éta  
 lendemain,  
 LE MONDE

# Premier Mai à Paris: la police et la CGT, main dans la main

**M**ARDI PREMIER MAI, midi, 600 personnes se rassemblent place des Fêtes, à l'appel de la CNT et de la FA, pour marquer notre inaltérable fidélité au mouvement ouvrier et à l'idéal libertaire. Le thème du jour est : « contre la dictature du patronat », mais la question qui nous hante aujourd'hui est un peu différente. En effet, ce ne sont pas les patrons qui sont immiscés dans notre droit de manifester, mais un syndicat ouvrier, auréolé de la gloire de ses jeunes années, la CGT. La nouvelle, inouïe, s'était rependue la veille : les organisateurs de la manifestation unitaire ont demandé à la préfecture d'interdire à la CNT l'accès de la place de la République. De mémoire syndicaliste, il n'y a pas de précédent ; d'habitude, la CGT faisait son sale boulot elle-même, avec brutalité. Pour l'heure, nous ne savons pas vrai-

ment si la police plurielle va donner suite à cette requête. Va-t-on passer ou pas.

## Négociations aux forceps

Eh bien non, on ne passe pas. Des flics partout, avec barrières métalliques, casques et boucliers. On remonte le long du canal, toujours des flics. On tourne à gauche, on tourne à droite, on se retrouve boulevard Magenta : la roue nous attend encore, et de pied ferme. Le boulevard barré par des cars, une bonne centaine de bleus, et les rues adjacentes à l'avenant. On est arrêtés, on aperçoit au loin la manif unitaire. Très loin. On piétine, le cortège se déplume. Devant, on barre l'avenue, on gueule, c'est tendu mais on contrôle la situation. Pas de bagarre, pas de panique, pas le plus petit projectile. On

négocie avec la préfecture et le service d'ordre CGT. Rien à faire.

On négocie, on laisse entendre qu'il vaut mieux nous avoir tous ensemble au même endroit que par petits groupes un peu partout. SUD y met son grain de sel, on négocie. La mauvaise volonté de la CGT est évidente. Nous ne voulons pas céder, et nous avons raison : c'est eux qui vont lâcher l'affaire.

Une rue voisine se trouve « miraculeusement » dégagée, pas le moindre képi à l'horizon, et nous débouchons place de la République, en rangs serrés, au cas où l'ennemi nous attaquerait, nos drapeaux noirs et rouges claquant au vent ; ça devait avoir de la gueule. Nous sommes précédés par une épaisse chaîne de gros bras cégétistes, qui ne nous quitteront pas de l'après-midi, véritable cordon sanitaire isolant le prolétariat sain du celui déjà infecté par le virus anarchiste. Bref, si on fait le bilan pratique

de l'affaire, nous avons manifesté à la même place que d'habitude, en tête du cortège non-officiel. Il n'y a pas eu de bagarre, pas le moindre gnon parti entre les nôtres et les néo-staliniens, pas le plus petit caillou lancé. Notre cortège s'est très considérablement renforcé au cours de l'après-midi, pour atteindre presque huit cents membres à son haut. Nos rangs étaient serrés et combattifs. La fine stratégie cégétiste a débouché sur un fiasco complet, ils n'ont réussi qu'à se ridiculiser. Ni la police, ni la CGT ne nous ont empêchés de manifester.

## Un syndicalisme bureaucratique

Il reste une grande interrogation à la fin d'une journée comme celle-ci. Comment un syndicat ouvrier en vient-il à appeler la police pour interdire de manifester un autre syndicat ? On ne peut hasarder que des hypothèses.

C'est un fait que plus le temps passe, plus les syndicats traditionnels se vident, et plus ils font appel à l'État. Comme régulateur des institutions paritaires, comme financier des organisations – les cotisations sont déductibles fiscalement – comme arbitre, par le recours de plus en plus fréquent aux tribunaux. Il n'est pas illogique que ces syndicalistes administratifs demandent aussi que l'État protège leurs supposés troupeaux contre les loups anarchistes. D'autant plus que leur intégration croissante dans la cogestion, sous la houlette de la gauche plurielle, les empêche de jouer trop sur le dyna-

misme à la base. Alors que nous, on le fait. Et que, finalement, ça paye.

On peut aussi supposer, dans le même ordre d'idée, que la décision a été prise dans l'appareil technique de la CGT. Ce qui laisse penser que celui-ci est franchement indépendant des structures fédérales. Nous voilà confirmés dans notre soupçon, à vrai dire assez ancien, que la nouvelle CGT, au service du nouveau Parti communiste, pratique toujours l'ancien syndicalisme de délégation, que la base n'y a toujours rien à dire, et que l'appareil technique et administratif se moque comme avant du fédéralisme qui fait toujours l'ossature de la confédération.

On le voit, la CGT pratique un syndicalisme bureaucratique, un syndicalisme de pré carré. La CGT considère les ouvriers, les salariés, comme du bétail, de la viande à voter pour le PC. La CGT est prête aux pires bassesses pour conserver ses positions, compromises par sa servilité face au pouvoir. Je dis « la CGT », parce que je parle de l'institution CGT, du navrant résultat de trois quart de siècles d'influence stalinienne sur la classe ouvrière. Je ne doute pas que des militants seront choqués des procédés employés par leur confédération. Je ne doute pas qu'à leur échelle, ils puissent pratiquer un syndicalisme digne. Mais je suis certain qu'il est plus que temps de faire sauter le joug social-démocrate qui pèse sur les épaules de la classe ouvrière. Le Premier Mai à Paris nous l'a démontré de brillante façon, leur rouge est sérieusement en train de virer au jaune.

Max Hourson. – groupe d'Iry

## Premier Mai à Rennes

**A**L'INITIATIVE DE LA FÉDÉRATION anarchiste, un cortège commun libertaire pour la manifestation du Premier Mai s'est mis en place. L'appel, signé de la FA, du SCALP et de la Marmite (Squat politique autogéré) a réuni une bonne soixantaine de personnes.

Après un symbolique collage d'affiches sur la mairie de Rennes, pour protester contre l'attitude antisyn-

caliste du maire lors de la récente grève du Service de transports de l'agglomération rennaise, nous avons rejoint le défilé derrière notre banderole commune : « La violence sociale, c'est celle du capital ».

Une autre action, en cours de défilé, a été un collage d'affiche sur une vitrine d'agence d'intérim et sur la permanence du RPR. Au parc du Thabor, où la CGT organisait une petite boum syndicale, nous avons

constitué notre propre manifestation, et sommes revenus – rejoints par la CNT – sur la place de la mairie, pour une deuxième couche d'affiches. La première apparition pour le Premier Mai rennais d'un cortège libertaire organisé est une réussite pleine de promesses sociales, et donc de cauchemars pour nos politiques et capitalistes locaux.

Groupe La Commune de la FA



photo Fanch

## Manipulation policière ou provocation des vigiles de Leclerc Troyes ?

**L**E 17 AVRIL, LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DE L'AUBE, avec le soutien de la CNT, organisait une opération de sensibilisation aux OGM au centre Leclerc de Saint-Parres-aux-Tertres. Deux officiers des renseignements généraux étaient présents et l'action a été filmée par les responsables de Leclerc. À la fin de l'action, trois vigiles ont suivi les participants à l'action, relevé les numéros d'immatriculation des véhicules de ceux-ci, et l'un d'eux a cherché l'incident. Dans la nuit du 17 au 18 avril, l'église de Saint-Parres-aux-Tertres était taguée (« Religion Opium du Peuple », « Le crucifix, le 1er vibromasseur », ainsi que des « A » cerclés).

Plainte était déposée par le maire de la commune et le lendemain, deux camarades de la CNT étaient interpellés

et conduits à l'hôtel de police de Troyes. Ils y resteront en garde à vue pendant 30 heures et en sortiront avec une convocation pour le 30 mai à 14h au tribunal de Grande Instance de Troyes. Bien qu'ayant nié les faits qui leur sont reprochés, il et elle sont mis en examen pour inscription à la bombe de peinture sur un bâtiment classé monument historique.

À noter que des bombages ont été effectués la même nuit près du domicile d'un autre camarade de la CNT. Provocation policière ou provocation des vigiles de Leclerc ? Une affaire qui n'est pas sans ressembler à celle de notre camarade Jean-Noël. Nous demandons donc à celles et ceux qui seraient libres le 30 mai après-midi de venir soutenir Antoine et Nathalie.

OCL Reims

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web,  
Radio libertaire, le Monde libertaire...  
<http://www.federation-anarchiste.org/>

## Faits d'hiver Privé de dessert !

Il s'appelle Paul Aussaresses. Il est général. Il a 83 ans. Et la publication (il y a quelques jours) de ses mémoires soulève une vague d'indignation sans précédent.

Paul Aussaresses nous raconte, en effet, qu'il était officier supérieur pendant la guerre d'Algérie. Qu'il avait pour mission de gagner la guerre. Que pour gagner la guerre tous les moyens sont bons. Qu'il les a, donc, tous utilisés, y compris la torture et l'assassinat. Qu'il a torturé et assassiné avec l'aval (explicite) de sa hiérarchie et du pouvoir politique (socialiste) de l'époque. Et que tout le monde savait ou... ne voulait pas savoir.

À l'évidence le personnage est ignoble. Mais il n'est pas le seul.

Que dire, en effet, de ceux qui poussent aujourd'hui des cris de putois alors qu'ils se sont tu il y a quelques mois quand le même général, à l'occasion d'une interview accordée au journal *Le Monde*, avait déjà dit la même chose ? Que dire de ceux (militaires, politiques, médias...) qui, alors qu'ils étaient parfaitement au courant, ont toujours nié qu'il ait pu en être ainsi au pays des droits de l'homme ?

Que dire de ceux (les mêmes) qui ont toujours tu ou fait taire les quelques justes (et il y en eut même chez les militaires) qui osèrent simplement témoigner sur ce qui s'était passé ? Que dire, enfin, de tous ces faux culs qui hurlent au crime contre l'humanité mais qui, au motif qu'une petite loi nationale d'amnistie « interdit » d'appeler un chat un chat, se résignent (en demandant qu'on lui retire la légion d'honneur et qu'on l'inculpe pour simple apologie de crimes contre l'humanité) à punir un tortionnaire par... une privation de dessert (pourquoi pas l'envoyer au coin) ? Que dire de tous ceux là qui cherchent à nous faire croire qu'il peut y avoir des guerres propres, que l'armée n'est nullement l'école du crime et que le capitalisme porte la paix en lui, comme la nuée d'orage ?

Jean-Marc Raynaud

# Nouvelle grève de la faim de sans-papiers à Lille

**M**ARDI PREMIER MAI, LE Comité des sans-papiers de Lille a rendu public une grève de la faim entamée clandestinement par des sans papiers. Au trentième jour de ce mouvement, il mettait sur la place publique l'impasse dans laquelle se retrouvent ces personnes, un an après le dernier mouvement de ce type à Lille, du fait d'une position toujours plus dure, arbitraire et incohérente des autorités préfectorales.

Si les sans-papiers de Lille ont choisi d'entamer ce mouvement de manière clandestine, c'est qu'ils n'avaient d'autre choix : toutes les

occupations qui ont été tentées depuis un an par le CSP-59 ont été expulsées par les forces de l'ordre. Le préfet avait d'ailleurs fait savoir à l'issue du précédent mouvement de grève, qu'il ne tolérerait plus aucune grève de la faim et qu'il ferait tout pour les tuer dans l'œuf. Dès le 2 mai, près d'une vingtaine de grévistes sortaient pourtant de la clandestinité et se présentaient dans les hôpitaux de Lille et de Roubaix pour demander à y être admis, en l'absence de lieu où ceux-ci auraient pu se regrouper dans des conditions décentes et sûres. Mais l'institution hospitalière avait visiblement reçu des consignes préfectorales : après

avoir accepté que les grévistes passent la nuit sur place, elle décidait le lendemain matin de recourir aux forces de l'ordre pour les expulser (sauf deux d'entre eux) au motif que l'état des grévistes ne nécessiterait pas d'hospitalisation. On mesure ici tout le cynisme d'autorités qui il y a un an, lors de la précédente grève, faisaient envahir la Bourse du Travail de Lille par la police sous prétexte d'expulser les grévistes vers les hôpitaux et aujourd'hui fait tout son possible pour qu'ils et elles ne s'y rendent pas.

mement dérangeante pour la majorité plurielle...

Miracle! Dès le week-end, le préfet prit contact directement avec le CSP-59 pour lui annoncer qu'il consentirait à l'hospitalisation des grévistes de la faim.

Dans la nuit de samedi à dimanche, les grévistes furent toutefois transférés dans les locaux de la LCR, plus grands, qui avait accepté de les accueillir dans l'attente de leur réhospitalisation.

Un nouveau bras de fer est donc engagé à Lille entre les sans-papiers et les autorités. N'en doutons pas, la lutte sera encore longue. Et ce qui est posé, c'est bien évidemment la question des lois Pasqua-Debré-Chevènement et la fermeture des frontières, la question de l'extrême précarité à laquelle sont contraints ces hommes et femmes sans papiers.

**Bertrand Dekoninck**  
groupe de la métropole lilloise

## Nouveau bras de fer

Face à cette situation, le CSP-59 a pu négocier avec le CHR de Lille de faire conduire en ambulance les grévistes de la faim dans un lieu de leur choix. Ce sera le petit local d'AC!-Lille.

A Roubaix, l'un des grévistes qui résistait à son expulsion de l'hôpital fut arrêté par la police et emmené dans les locaux de la DICCELEC en vue de son expulsion du territoire. Il sera cependant libéré le lendemain.

D'autres grévistes ont continué à se déclarer peu à peu en se rendant dans les hôpitaux (pour y être refoulé également). Samedi 5 mai, ils et elles étaient 23 hommes et 3 femmes, dont 23 étaient regroupés dans les quelque 20 m<sup>2</sup> du local d'AC!-Lille. Cette situation n'était évidemment ni décente ni tenable. Le CSP exigeait donc la réhospitalisation d'urgence et demandait aux organisations politiques et syndicales d'appuyer cette demande. Il indiquait que faute de résultats dans les jours à venir, il serait contraint de trouver lui-même une solution, ce qui serait nécessairement extrême.

## Communiqué de presse du CIRC du 26 avril 2001 Des militants du cannabis lourdement condamnés

Renonçant à suivre les réquisitions de l'avocat général M. Georges Senech qui demandait pour Laurence Duffy, présidente du CIRC Lyon, un an de prison avec sursis, et pour Jean-Pierre Galland, président de la fédération des CIRC et multirécidiviste, un an ferme, la quatrième chambre correctionnelle du Tribunal de Lyon a préféré la formule des jours-amendes déjà expérimentée par le président du CIRC en 1998 à l'occasion de l'opération chanvre des députés.

En condamnant Laurence Duffy à 200 jours-amendes à 100 francs (20 000 francs) et Jean-Pierre Galland à 300 jours-amendes à 300 francs (90 000 francs), le tribunal a une nouvelle fois fait la preuve d'une grande hypocrisie. Les prévenus n'ayant pas les moyens de payer, ces condamnations ne sont jamais que des peines de prison ferme déguisées.

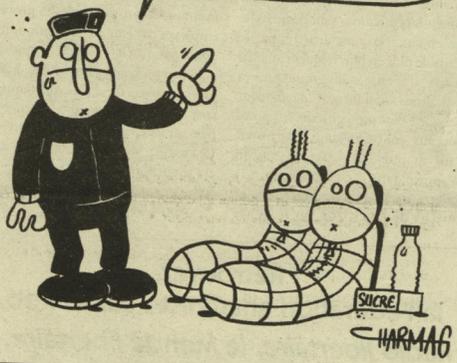
Non seulement ils ne peuvent, mais ne veulent régler cette amende estimant être victime de procès d'intention, que les faits incriminés datent d'un autre âge et ne tiennent compte ni de la réalité ni de la nouvelle politique engagée par la MILDT depuis 1999.

Jugeant ces condamnations inacceptables, Laurence Duffy et Jean-Pierre Galland ont décidé de se pourvoir en cassation. Bien entendu, la fédération des CIRC continue d'appeler associations et personnalités à signer la lettre ouverte adressée le 23 avril 2001 au Premier ministre Monsieur Lionel Jospin.

CIRC

## "PRÉFECTURE STORY"

LE PREMIER QUI CRAQUE EST EXPULSÉ SUR LE CHAMP!



## France Soir: nouvelles du radeau de la méduse

**D**ÉPUIS QUE LE GROUPE Poligrafi Editoriale a pris la majorité dans la société éditrice Presse Alliance (raison juridique de France Soir), multiples déconvenues sont venues torpiller le projet industriel initial. Dès leur arrivée, les Italiens déclaraient vouloir faire un « Paris France Soir », quotidien régional de 32 pages. Avec le France Soir « traditionnel » et un site Internet, le projet semblait tenir la route. Mais différé de mars (entre les deux tours des municipales) à fin avril, le projet ne venait le jour qu'à la rentrée. À la place, un guide « spectacles » de 8 pages, « succédané conçu par la précipitation ».

### Torpillage annoncé?

Pour mener à bien ce supplément parisien, pour remettre à flot l'ancien porte-avions de la presse parisienne il fallait des professionnels chevronnés. Dominique Pouchin, un ancien du Monde et de Libération était nommé directeur de la rédaction et une nouvelle maquette était demandée à un « expert de l'art », Claude Maggiori. Tout cela se passait au début de l'année, mais le mois d'avril fut fatal! L'ancien « maître des lieux » Georges Ghosn traduit devant les tribunaux pour escroquerie par les Italiens doute de la crédibilité des projets de relance par la rédaction de France

Soir, d'où nombre de journalistes partant avec la clause de cession et, cerise sur le gâteau, Dominique Pouchin annonce sa démission début avril. Effectif de journalistes insuffisant, projets revus à la baisse, tout concordait à ce que la rédaction de France Soir se pose la question de la survie du titre.

Depuis, peut-on dire ironiquement que France Soir est en autogestion? La chronique d'une mort annoncée est à nouveau à l'ordre du jour, cela semble faire partie d'un plan réglé entre groupes de presse.

### Sauce européenne

Faut-il vraiment prendre les gens de Poligrafi Editoriale pour de naïfs imbéciles tout juste bons à proposer en conférence de rédaction un page pour défendre Berlusconi? L'état des finances de France Soir était sûrement évalué en tant que passage obligé et l'intérêt est ailleurs que dans la relance d'un titre mal en point. Investis d'une « mission divine » par l'ex-groupe Hersant, ils sont là pour déposer le bilan de France Soir, et récupérer ce qui est rentable, l'imprimerie et ses rotatives (qui sont en fait encore en leasing par le groupe Hersant!). Répétant partout qu'ouvriers du livre et journalistes travaillent deux fois plus en Italie, nos transalpins ont objectivement tout fait pour que le bateau coule.

Surtout qu'en septembre, un client sérieux pourrait venir se faire imprimer à Aubervilliers : le quotidien gratuit « Metro », édité à l'échelle européenne. Débarrassé du vieux canard déficitaire, roulant pour les gagnants, le groupe Poligrafi pourra rassurer ses actionnaires, il fait bon imprimer dans une France aux normes européennes!

### No future?

Mais, me direz-vous, et la réaction syndicale dans tout cela? On aurait pu redouter que les ouvriers de l'imprimerie, rotativistes en tête, trouvent séduisante l'idée de ne conserver que l'outil d'impression... Mais tant bien que mal, le livre parisien a surmonté ses divergences faisant souvent réunions et délégations communes avec les journalistes et les employés. Mais cette unité ouvrière à la base réussira-t-elle à relancer France Soir, à contrecarrer la nouvelle donne de la presse parisienne? À l'heure où CFDT et CGT (pour ne citer qu'eux) parlent « trop souvent » de normalisation européenne, la convention collective des travailleurs du Livre parisien et ses diverses annexes a bien du mal à suivre. À moins que le printemps ne se réchauffe vraiment et que l'on n'attende pas les plans sociaux l'arme (rouillée) au pied.

Sitting Bull

## crises de foi L'Église, sanctuaire de l'hypocrisie

Le Sénat néerlandais a adopté la loi autorisant le mariage homosexuel et l'adoption d'enfants par deux parents du même sexe. Depuis 1998, les couples homosexuels pouvaient enregistrer à la mairie leur partenariat, et 62% de la population hollandaise approuvent le fait que des homos puissent se marier. Cela n'a pas empêché le fait que les Églises protestantes et catholiques, ainsi que les vingt sénateurs de l'Alliance chrétienne démocrate s'opposent à cette loi. Ainsi, pour l'évêque d'Utrecht, « cette loi dégrade le mariage comme institution connue depuis toujours dans toutes les cultures ». Outre le fait que le mariage comme institution n'est pas commune à l'ensemble des sociétés humaines et qu'elle n'a pas historiquement toujours existé, on peut se demander si le fait qu'une pratique soit commune à toutes les cultures et qu'elle soit connue depuis toujours puisse servir à justifier sa continuité. Si c'est le cas, la pratique de la torture est aussi justifiable et défendable car pour X raisons, elle est commune à toutes les cultures et elle a toujours existé...

Pour adopter des enfants, les couples devront néanmoins justifier au moins de trois ans de vie commune et être tous deux de nationalité néerlandaise. Inutile de vous dire que les chrétiens y sont fermement opposés... Mais c'est dans leurs arguments fallacieux que se trouvent, en latence, la haine homophobe qui justifie la ségrégation, la violence voire le meurtre envers les homos et les lesbiennes. Ainsi, Mgr Sgreccia, vice-président de l'Académie pontificale pour la vie, s'est inquiété des « dérives ultérieures », évoquant le spectre d'une législation de la pédophilie. Voilà qu'il mélange allégrement et délibérément homosexualité et pédophilie, afin de faire peur dans les chaumières et de jeter le discrédit sur les homosexuels et les lesbiennes. Mgr Sgreccia finit ainsi son argumentation : « si la sexualité doit servir uniquement au plaisir, les horizons du désir désordonné sont sans frein. On peut donc tomber plus bas encore ». Non, ce n'est pas un texte datant du Moyen Âge. Une question me turlupine si j'ose dire : le vœu de chasteté, le tabou et le dénégation du plaisir et de la sexualité, n'est-ce pas cela qui entraîne plus bas encore, c'est-à-dire jusqu'au viol d'enfants? Ce qui n'a rien à voir avec l'amour réciproque entre deux êtres qui sont parfois du même sexe.

Régis Bousières - groupe Kronstadt (Lyon)

Lille

Vite fait...

■ **La vérité, si j'mens.** Selon J. Pérol, ancien directeur de l'OPAC de Paris, les anciens maires de la capitale (Chirac et Tibéri) n'étaient au courant de rien et n'ont jamais eu la moindre implication dans l'affaire des HLM parisiens. On est prié de ne pas rire.

■ **Après la fracture sociale, la fracture environnementale.** Chirac, reprenant à son compte les thèses écologistes, a plaidé jeudi 3 mai pour l'adoption d'une charte de l'environnement, adossée à la constitution.

■ **Intox patronal.** Contrairement à ce que déclare la direction de Cellatex, 9 mois après son plan social, sur les 150 salarié-e-s qu'elle a virés, ce n'est pas 80 qui ont été reclassé-e-s mais à peine une vingtaine.

■ **Jean-Marie Messier, patron de Vivendi,** salaire en l'an 2000: 28 millions de francs hors stock-options; Serge Tchuruk (Alcatel) 17,5 millions de francs, Daniel Bouton (Société Générale) 16,1; Alain Joly (Air Liquide), 13,4... Riboud, patron de Danone, n'a pas rendu public son salaire. On se demande pourquoi.

■ **Des blindés israéliens,** suivi par des bulldozers, ont fait irruption dans la nuit de mardi à mercredi 2 mai dans le camp de réfugiés de Rafah dans la bande de Gaza. Bilan: une dizaine de maisons détruites... un adolescent tué. No comment.

■ **Esclavage légal.** En France 8000 détenu-e-s travaillent dans les services généraux d'entretien des prisons pour 800 F par mois; 11 000 pour des entreprises privées (Sodexo, Eurest...) à raison de 1200 F par mois, plusieurs milliers d'autres encore pour les régies industrielles de la pénitentiaire pour 1900 F par mois. Ils n'ont ni congés payés ni congés maladie, ni cotisations retraite, ni droit de grève, ni même celui de se syndiquer.

■ **Une enquête sur les conditions de travail** dans 12 usines chinoises sous-traitantes de Disney, réalisée en décembre dernier, montre que les employés travaillent de 13 à 17 heures par jour, 7 jours sur 7, sans sécurité sociale ni retraite et pour un salaire de base de 1,2 dollars américain par jour. Boycott.

■ **Le site de LoftStory,** la poubelle émission de M6, a déjà été piraté 3 fois de suite, mais le samedi 12 mai à 14 heures au 89 avenue Charles-de-Gaulle à Paris (Métro Pont de Neuilly) on quitte le virtuel pour les travaux pratiques bien réels. Le collectif « Souriez, vous êtes filmés » appelle tout un chacun à venir déposer ses ordures devant le siège de cette chaîne de merde.

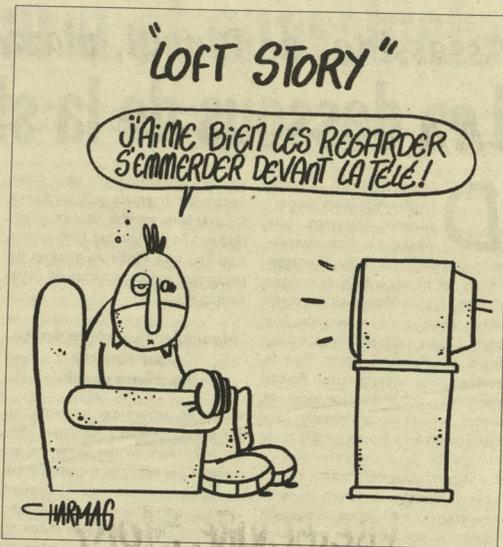
... bien fait

Envoyez vos brèves à [mansieur.pol@wanadoo.fr](mailto:mansieur.pol@wanadoo.fr)

Loft story sur M6 ZOO est arrivé

**L**oft story devra sortir les poubelles samedi 12 mai pour le ramassage des ordures. Depuis le 26 avril 2001, M6 diffuse une émission « Loft Story » dont l'objet est de filmer 24h/24 et 7 jours/7 onze personnes sélectionnées sur critères (hétérosexuel-le-s, Ken et Barbie normé-e-s) dans un loft de 225m<sup>2</sup> entouré d'un jardin avec piscine, d'un potager et d'un poulailler. 6 hommes et 5 femmes dans un lieu d'où, par contrat, il leur est interdit de sortir; cette promiscuité doit provoquer quelques rapprochements des cœurs et des corps, spectacle dont, semble-t-il, nous serions très friands. Pour les téléspectateur-trice-s et internautes, un véritable apprentissage et une mise en pratique du voyeurisme. Cette émission à sensation cautionne l'idée d'une société contrôlée (acclimation ludique à la vidéo-surveillance) où la vie privée n'a plus d'échappatoire sauf à faire du profit. A quand un crime en direct en prime time? Nous protestons contre cette émission « poubelle » où le voyeurisme est la nourriture « fast food » qu'on tente de nous imposer. Nous tenons à montrer notre dégoût devant l'odeur de pourriture qui monte de la société du spectacle triomphante. Il ne s'agit pas d'interdire à qui que ce soit de regarder « Loft Story » mais d'être télé-hygiénique et de déverser nos poubelles le samedi 12 mai à 13h devant M6 place de la Bourse à Nantes.

Collectif Z comme Zappez!



Québec: soutien actif aux emprisonnés

**D**ES 463 ARRESTATIONS opérées au cours des initiatives contre la tenue du Sommet des Amériques, seules quelques personnes restent en prison. C'est pour attirer l'attention sur ces détenus particuliers qu'un rassemblement était appelé le 1er mai à Québec et qu'une série d'initiatives qui vont de la collecte d'argent à la communication dans les médias se tiennent. Cinq personnes du groupe Germinal sont ainsi encore détenues à la prison d'Orsainville à la suite d'une rafle policière préventive le 17 avril. Deux autres membres de ce groupe ont été provisoirement libérés sous conditions. Ces personnes font face à des accusations graves de « complot en vue de commettre un méfait pouvant causer un danger réel pour la vie des gens », possession d'explosifs et vol et recel de matériel militaire. L'affaire fit grand bruit, et l'arrestation permit surtout de commencer à criminaliser l'ensemble des opposants du sommet, indistinctement. En fait, le projet de ce petit groupe était de créer une brèche dans l'en-

Jaggi Singh, prisonnier politique du Sommet des Amériques

Jaggi est un militant anarchiste engagé politiquement depuis de nombreuses années. Avant son incarcération, Jaggi a travaillé pendant une année à participer à l'organisation de la mobilisation contre le Sommet au sein de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC). De plus, Jaggi est connu de tous comme étant un militant non violent fort dévoué; il était aussi actif dans l'organisation du prochain salon du livre anarchiste de Montréal et a donné inégalement des conférences critiquant le globalisme totalitaire d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord. De toutes les arrestations, c'est celle de Jaggi qui a fait la une des journaux. Il faut dire que son arrestation ressemble à un kidnapping puisqu'il s'est fait sauter dessus tabasser par six flics en civil, déguisés en manifestants dans une rue qui faisait alors partie de la zone verte, destinée aux personnes qui, comme Jaggi, désiraient manifester sans courir les risques d'arrestations. Jaggi a déjà été arrêté à plusieurs reprises dans le cadre de ses actions politiques, comme au cours du 1er mai anarchiste à Westmount avec 156 autres personnes. Lors de son procès du 26 avril (vidéo comparution), le juge refusa la mise en liberté de Jaggi Singh. Aujourd'hui, le minimum que l'on puisse faire, c'est d'écrire des lettres. Ça coûte peu de temps pour nous, mais ça fait une sacrée différence pour les emprisonnés. Envoyez vos lettres à Jaggi Singh, msi 50002499 - Centre de détention de Québec - 500 rue de la Faune - CP 7130 - Charlesbourg, Québec G1G 5E4. Relations internationales de la FA

Conférence des raéliens à Nancy

Les libertaires contre la manipulation mentale

**Q**UELQUES TRACTS DISTRIBUÉS, DES AFFICHES sur les panneaux dans les rues et sur les vitrines des commerçants, les raéliens atterrissent à Nancy. Ce jeudi 19 avril, la secte tenait une conférence (payante) sur le thème « La science, ma religion » dans un des hôtels Mercure de la ville (groupe Accor, déjà célèbre pour ces centres de rétention de sans-papiers). On ne pouvait laisser passer des partisans de l'eugénisme déblatérer leurs saloperies en toute impunité. Après avoir distribué quelques temps à l'extérieur, c'est une vingtaine de personnes que nous avons, à 20 heures, investis la réunion sans payer les 30 balles indispensables à l'ouverture de la porte, qui n'a pourtant pas résisté à notre détermination. Ce détail a son importance car cela a servi de motif aux raéliens pour appeler les flics qui ne sont arrivés que trois quart d'heure plus tard. Mais revenons à nos extra-terrestres... Soulagement: seulement sept individus avaient pris

place avant nous dans la salle... et tous raéliens! Engager une discussion n'est alors pas évident, nos questions, contestations et coups de gueule étant habilement détournés par ces professionnels de la manipulation mentale!

Du sectarisme, mais en plus de l'eugénisme

Se cachant derrière un pseudo « rationalisme scientifique » et préparant le retour des extra-terrestres sur Terre, les raéliens défendent en réalité une politique eugéniste qu'ils nomment « génocratie ». Cette idéologie vise à remplacer une sélection naturelle par une sélection artificielle s'exerçant génétiquement avant la conception des enfants, chaque individu disposant d'une carte d'identité génétique et chromosomique indiquant les caractéristiques, les maladies, les déformations et les tares de son ascendance jusqu'à la septième génération l'ayant précédé.

Évidemment, le but est aussi l'enrichissement du gourou Claude Vorillon (dit Raël): 11% du revenu des adeptes est versé à la secte et l'héritage à celui qui a été choisi pour préparer la venue des extra-terrestres (entre autres Raël). Une secte vise à établir une différence qualitative entre les adhérents de la structure et les non-adhérents. Elle s'établit et se développe grâce à l'exploitation des manipulés par les manipulateurs et son action sur l'individu est susceptible d'entraîner des désordres physiques et/ou psychiques, réversibles ou non. À 20 h 45, cinq représentants de la loi débarquent, nous demandant de quitter les lieux rapidement, tout en relevant nos identités. On entend la secte parler de plainte... On verra. En tous cas, leur conférence a été malmenée, et c'est bien fait! Nous continuerons sans cesse à nous opposer à toute doctrine visant l'aliénation de l'individu.

groupe Marée noire (Nancy)

# Assassinat de Pinelli, piazza Fontana, les aveux d'un général italien Les dessous de la stratégie de la tension en Italie

**D**ÉCEMBRE 1969, MILAN. Plusieurs milliers de personnes assistent aux obsèques d'un compagnon cheminot anarchiste, Giuseppe Pinelli. Le 12 décembre, la banque d'agriculture de Milan avait été dynamitée. Dans la même période, une bombe avait explosé à la gare centrale, à la Piazza Fontana. Peu de temps après, le compagnon Pinelli, travaillant dans cette gare, avait été arrêté, conduit au commissariat central, soumis à un interrogatoire musclé de la part du commissaire Calabresi, puis défenestré par la police, s'écrasant après une chute de cinq étages. Le magistrat instructeur, Guida, et les autorités policières déclarèrent que Pinelli avait par ce « suicide » avoué son forfait. Quelques années plus tard, celui-ci fut innocenté par la justice italienne. Les attentats s'avèrent avoir été le fait d'un groupuscule d'extrême droite manipulé par l'État italien. Ceux-ci participaient de ce qui fut appelé plus tard la « stratégie de la tension » menée par l'État italien : Pour endiguer les mouvements sociaux et politiques d'une vigueur sans précédent après 68, l'État se

sert de l'extrême droite pour combattre des attentats qu'il attribuera à l'extrême gauche et aux anarchistes, afin de légitimer l'avènement d'un État fort. Plusieurs dizaines de personnes seront victimes de cette stratégie.

## Manipuler l'extrême droite pour contrer l'extrême gauche

Dans un interview accordé au *Gardian*, quotidien britannique libéral, le 26 mars dernier, le général qui fut chef des services secrets à cette époque apporte un nouvel élément dans cette affaire, ou du moins confirme l'une des thèses mises en avant par la gauche extra-parlementaire et les anarchistes italiens. Le général Gianadelio Maletti affirme en effet que le groupe terroriste d'extrême droite de la région de Venise, auteur de l'attentat, aurait été équipé en explosifs de provenance allemande avec l'aide des services secrets américain, la CIA. Ceux-ci en effet, sur ordre de leur gouvernement, souscrivaient à la théorie de la « stratégie de la tension », et visaient l'émergence d'un

nationalisme italien estimé seul capable d'endiguer le « glissement vers la gauche » qui menaçait l'Italie. Pour cela, les autorités américaines étaient prêtes à n'importe quoi et donc, a fortiori, à faire usage du terrorisme d'extrême droite pour empêcher les « communistes » de prendre le pouvoir. Ceux-ci avaient surestimé le caractère révolutionnaire du PCI, qui cogèrera plus tard l'État italien avec des « ennemis » politiques de la Démocratie chrétienne suite au « compromis historique » (Il s'agit là d'une alliance objective du PCI avec la DC, laissant à cette dernière le pouvoir officiel avec en contrepartie un droit de regard, le PCI étant la première force politique du pays mais ne pouvant prendre le pouvoir par risque de coup d'État). Cette cogestion de l'État par le PCI et la démocratie chrétienne conduira à la radicalisation de toute l'extrême gauche extra-parlementaire dans les années 70. L'accusation a été lancée également par le général à l'occasion du procès du groupuscule d'extrême droite en question. C'est la première fois qu'une telle affirmation a lieu devant une cour de justice italienne. Le général Maletti a également été impliqué lui-même directement dans une autre manipulation du même tonneau : en 1973, un homme lance une grenade sur une foule à l'exté-

rieur des quartiers généraux de la police. Cet homme, Gianfranco Bertolli, présenté dans les médias et par le pouvoir comme un « anarchiste », était en fait un fasciste et un informateur du SID, le service de renseignement italien, au nom de code « Negro ». Les agents de Maletti furent prévenus à l'avance de l'attaque, selon le *Gardian* et les juges italiens qui le condamneront pour obstruction à la justice l'année dernière, mais rien ne fut fait pour l'empêcher. De même les services secrets italiens gardèrent dissimulées les informations qu'ils possédaient sur celui-ci, raison pour laquelle Maletti passa en procès. On peut même supposer que les services secrets italiens ne se sont pas contentés du rôle d'observateurs passifs, mais ont sans doute pris une part active dans l'affaire...

France et ailleurs, l'État et le capitalisme étouffent tout ceux qui se révoltent et qui remettent radicalement en cause la société, au besoin par la calomnie, l'assassinat et le terrorisme. Les 16 morts de l'attentat de la Piazza Fontana, les 45 personnes blessées et les 4 tués de l'attentat commis par les fascistes devant le ministère de l'Intérieur, notre compagnon Pinelli, d'autres compagnons anarchistes, comme aujourd'hui Silvano Pelissero et deux autres camarades déjà « suicidés » dans l'affaire du TGV Lyon-Turin, emprisonnés par l'État italien, tous et toutes ont été victimes de la volonté de l'État italien de criminaliser à tout prix le mouvement social. Une superbe pièce de théâtre de Dario Fo, « Mort accidentelle d'un anarchiste », fait actuellement un tabac dans toute la France, produite pour la deuxième fois après de nombreuses années. Elle démonte par la satire le version de la police concernant le « suicide », en vérité l'assassinat par défenestration d'un anarchiste dans un commissariat de Milan... Peu de gens parmi les spectateurs savent qu'il s'agit là d'une pièce basée sur un fait réel, l'assassinat de Pinelli par l'État... La comédie en serait un peu plus amère...

## L'État assassin

On le voit, les anarchistes italiens ont été les premières victimes de la répression et des manœuvres étagées contre-insurrectionnelles, ainsi que de la volonté du capitalisme, par l'un de ses bras armés que sont les services secrets américains, de ne pas se laisser remettre en cause ou menacer dans ses intérêts par des mouvements politiques radicaux et révolutionnaires. En Italie comme en

**Sam. - groupe Durruti (Lyon)**  
Source: Le *Gardian*, 26 mars 2001, article de Philip Willan



Avec ce neuvième volume de la série *Incredibles anarchistes*, nous continuons à feuilleter l'actualité d'une époque à travers d'une sélection d'articles du *Monde Libertaire*, le journal de la FA. L'occasion de revoir les prémisses et les événements de Mai 68. L'occasion, également, de se remémorer quelques faits marquants de ces années de l'après-Mai: le congrès de l'IFA à Carrare en septembre 68, la vague des communautés dans le Sud-Ouest, les premiers pas du communalisme libertaire à Merlieux, la grève gestionnaire des Lip à Besançon, les coups-fourrés des services secrets contre nos camarades italiens, le retour en force de l'antimilitarisme, la découverte des luttes urbaines et des comités de quartiers et l'affirmation de l'anarcha-féminisme...

**Incredibles anarchistes**, volume 9: 1968-1975. Co-édition Alternative libertaire. 48 pages. 20 F.

# Les réfugiés en Grande-Bretagne

**P**ENDANT QUE LES MÉDIAS britanniques bourgeois lancent continuellement des attaques virulentes contre les réfugiés, on constate dans notre pays que des fascistes leur font écho. Aujourd'hui, les réfugiés affrontent de graves dangers pour atteindre notre pays et les autres

pays occidentaux. On ne peut pas oublier les 58 Chinois qui périrent étouffés en tentant d'entrer en Grande-Bretagne. Après leur arrivée, cela continue. « Criminalisés », quelques demandeurs d'asile sont placés en prison. Mais les plus « chanceux » des réfugiés travaillent quelques fois dans des conditions illégales et dangereuses. Sinon ils ne reçoivent de l'État que quelques coupons alimentaires, à peine suffisants pour survivre. Donc, bien entendu, ils doivent mendier dans la rue pour manger. Le gouvernement travailliste instaura un programme de discrimination des demandeurs d'asile à travers le pays. Souvent, un réfugié peut arriver dans une ville sans trouver personne parlant la même langue que lui et donc sans un réel soutien. Entre temps, il peut souffrir du racisme des plus stupides de la part des fascistes locaux. Ainsi, les réfugiés attendent, jusqu'à ce que... l'Etat, peut-être, leur redonne un foyer.

« grâce » à l'agence nationale d'aide aux demandeurs d'asile de Londres. Ce groupe dit qu'il ne fait que chercher un refuge et que les autorités les traitent comme des chiens. Les réfugiés continueront à protester jusqu'à l'amélioration de leurs conditions de vie. Il consiste en 27 hommes arrivés l'an dernier en Grande-Bretagne d'Irak, d'Iran, d'Ouganda, de Russie... fuyant les persécutions dans leurs pays. La plupart ont fui laissant femmes et enfants pour éviter la mort. Mais maintenant en Angleterre, ils racontent qu'ils ne sont pas traités mieux. Un porte-parole dit: « Nous sommes venus en Angleterre pour trouver la sécurité mais on nous traite comme des bêtes. Nous avons dû abandonner nos foyers et familles, sinon, on nous tuait [...]. Ici, on manque d'eau chaude, de nourriture décente et nous vivons dans l'angoisse. Le gérant de notre logement ne nous traite pas bien. Pendant le repas, on nous donne trois pommes de terre dans une assiette avec une boîte de fèves (si on a de la chance). On donne une banane à une personne qui doit la partager en trois. À Noël, le gérant a donné à chacun d'entre nous 3 cuillères de poudre de lait, 3 sachets de thé. C'est ainsi qu'il nous souhaitait un bon Noël! » Les réfugiés dépendent effectivement d'« autorités de logement » pour survivre. Ce qui signifie que leur dignité est volée et c'est pourquoi ils ont décidé de réagir fortement.

**Rob Blow. - FAGB (Londres)**  
Extrait du journal de SAT *Senmaciulo*.

## Rébellion et résistance

Cependant, il y a une résistance face à ses agissements inhumains. Dans des prisons comme le centre de rétention de Caspfield, il y a eu une rébellion contre leur traitement. Des activistes radicaux du groupe ACGB ont directement et presque physiquement empêché plusieurs expulsions. Actuellement, un groupe de réfugiés à Liverpool a entamé une grève de la faim. Ils restent dans le mal nommé *Sunny Side hotel*

# Immigration en Grande-Bretagne Objectif 30 000 expulsions

**C**OMME JOSPIN ET SA coalition, Blair a pris le pouvoir en 1997. Blair lui, n'a pas eu à composer avec les états d'âmes et les réclamations de ses partenaires sur son aile gauche. Pourtant, on peut constater qu'à quelques détails près leurs politiques sont les mêmes. Comme quoi, soit Jospin est très fort pour imposer ce qu'il veut à ses partenaires, soit ses partenaires sont particulièrement benêts de croire qu'ils peuvent peser sur les orientations du gouvernement...

En matière d'immigration, le discours blairiste peut sembler plus droitier, plus ouvertement conservateur, mais ce sont les faits et les résultats qui sont intéressants en la matière, et là, on voit bien que, quels que soient les mots qui enrobent les justifications politiques et « sociales » des départs de charters et de chasse à l'homme, on expulse à tout va de part et d'autre de la Manche. À six semaines de élections, le ministre de l'Intérieur britannique vient de fixer l'objectif pour l'année à 30 000

## Au-delà des statistiques

Ce qui est ahurissant, c'est que le plus dur pour ces immigrants, c'est d'arriver assez loin sur le territoire pour pouvoir faire la démarche d'une demande d'asile puisque tout est fait avec la collaboration zélée de l'administration française pour que le moins de personnes possible n'atteigne le sol britannique. Pour les chanceux qui parviennent tant bien que mal à franchir les barrières barbelées des

zones portuaires pour arriver au bureau des demandes, le calvaire n'est pas fini. Ils se voient notifier une autorisation de séjour provisoire en l'attente d'une décision quant à leur statut de réfugié. Ils ne peuvent pas travailler et n'ont pas le droit de porter sur eux d'argent britannique. On leur distribue un RMI sous forme de bons d'achat de 50 F pièce que les commerçants se font rembourser par les douanes. Bien évidemment, les commerçants ne sont pas tenus de rendre la monnaie sur ces bons (ça vous rappelle les tickets restaurants? normal, c'est une société privée française qui organise l'arnaque pour le compte du gouvernement de Tony Blair. 30 000 expulsions en 2001, est donc l'objectif que se fixe officiellement la gauche pas plurielle. Mais sommes-nous en mesure de connaître le chiffre annuel des noyés et surtout de ceux qui se font refouler sur les plages françaises ou belges sans avoir eu le temps de se faire enregistrer? Pas de statistiques, pas vu pas pris...

Vincent. - individuel du Gard

# Signac, peintre, marin et anarchiste

EXPO

LES GALERIES NATIONALES DU Grand Palais à Paris présentent jusqu'au 28 mai, une belle rétrospective de l'œuvre de Paul Signac, principal représentant, avec Georges Seurat, du néo-impressionnisme.

Né en 1863, l'année du premier salon des Refusés où Manet crée l'une des grandes ruptures de l'histoire de la peinture avec le Déjeuner sur l'herbe et Olympia, Paul Signac grandit avec l'impressionnisme dans le Paris haussmannien des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.

Fortement « impressionné » – le terme s'impose – par le travail de Claude Monet, Edgar Degas et Gustave Caillebotte, il hésite cependant un moment entre littérature et peinture. Son caractère farouchement indépendant lui fait fuir toutes les écoles. Il interrompt ses études avant même le baccalauréat et c'est en autodidacte qu'il choisit la voie exigeante de la peinture.

A partir de 1884, il fréquente les milieux littéraires symbolistes à la brasserie « Gambirinus » du quartier de l'Odéon ; c'est là qu'il fait la connaissance, entre autres, de Félix Fénéon, grand amateur d'art et de poésie, critique et anarchiste, inventeur du terme : « néo-impressionnisme ».

Résolument engagé du côté de la nouvelle peinture, Signac sera l'un des cofondateurs du salon des Indépendants en 1884, avec Seurat et Henri-Edmond CROSS. Créée en réaction au très académique et très bourgeois salon des Artistes

Français, la Société des Artistes Indépendants supprime le jury d'admission qui sélectionnait habituellement les œuvres exposées afin de permettre aux jeunes artistes de présenter librement leurs travaux et de n'avoir pour seul juge que le public. Les Indépendants vont trouver auprès de Pissaro un soutien bienveillant et solide.

Grand admirateur de Delacroix et de Turner, Signac se révèle tout entier passionné par les ressources de la couleur, tout en cherchant une harmonie dessinée. Les travaux du chimiste Chevreul, puis de Charles Henry sur le contraste simultané des couleurs vont lui faire découvrir que le mélange chromatique s'opère au niveau de l'œil avant tout, d'où l'idée déjà sous-jacente dans les touches fragmentées de Monet, que les couleurs peuvent se juxtaposer sur la toile, sans mélange, ce mélange des couleurs déjà sous-jacent dans les touches et juxtapositions judicieuses des tons, le pointillisme fait ainsi son apparition dans la peinture avec le chef-d'œuvre de Seurat « Un dimanche à la Grande Jatte » lors de la dernière exposition impressionniste de 1886. Signac est enthousiasmé. Sa rencontre avec Charles Henry qui pense que : « la science peut et doit répandre l'agréable en nous et hors de nous et que de ce point de vue, sa fonction sociale est immense » sera déterminante dans ses choix esthétiques.

L'engagement de Signac pour défendre une certaine idée de l'art va de pair avec son engagement

social et politique : en 1886, il répond à l'appel du journal de Jules Vallés « Le cri du Peuple » en participant à la souscription lancée pour soutenir les mineurs de Decazeville en grève. Son tableau « Un dimanche » de 1890 est une pesante dénonciation du mariage traditionnel bourgeois. Mais son œuvre la plus engagée sera élaborée de 1893 à 1895, en pleine période d'agitation anarcho-syndicaliste, au moment où Pelloutier lance les premières bourses du travail.

## Un engagement politique et esthétique

D'abord titré « Au temps d'Anarchie », ce tableau sera rebaptisé « Au temps d'Harmonie » à cause de la répression anti-anarchiste qui s'abat sur Paris après l'assassinat du président Sadi-Carnot par Caserio en 1894, répression durant laquelle deux amis de Signac vont être arrêtés : Fénéon et le peintre Maximilien Luce.

Le sous-titre de ce tableau précise : « l'âge d'or n'est pas dans le passé, il est dans l'avenir », et Signac l'a emprunté à un article de Malato, paru dans « La Revue Anarchiste ».

Ce tableau de 4 mètres sur 3 décore habituellement la salle des mariages de la mairie de Montreuil ; mais si, comme moi, vous ne convolez pas tous les jours dans une mairie communiste, vous saisissez l'occasion offerte par le Grand Palais pour aller l'admirer. Signac y présente, dans un esprit complètement symboliste, la société non pas telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être, une fois la révolution sociale anarchiste accomplie : dans un paysage marin et bucolique, des hommes et des femmes lisent, peignent, jouent, travaillent et se nourrissent en pleine harmonie avec leur environnement. Chacun trouve sa place y compris le vieillard, qui, à l'ombre d'un arbre, transmet la mémoire. Des amoureux s'enlacent. Des bateaux rentrent au port. Pas de personnage principal, pas de pouvoir, pas d'argent. Signac a exprimé très clairement comment il entendait associer art et engagement

politique : pour lui, l'art ne doit pas être un moyen de propagande au service de telle ou telle cause mais plutôt ouvrir la sensibilité de l'individu vers la poésie et l'harmonie, ce qui, pour lui, n'est pas contradictoire mais complémentaire à la libération et à l'épanouissement de chacun-e. Voici ce qu'il écrit à ce sujet en 1891 : « Justice en sociologie, harmonie en art : même chose. Le peintre anarchiste n'est pas celui qui représentera des tableaux anarchistes. Ce serait une erreur dans laquelle sont tombés trop souvent les révolutionnaires les mieux intentionnés comme Proudhon, que d'exiger une tendance socialiste dans les œuvres d'art ».

« Au Temps d'Harmonie » devait faire partie d'une série qui comprenait d'autres œuvres engagées telles que « Le Démolisseur » dont la lithographie sera mise en vente dans les locaux de la revue « Les Temps nouveaux » créée par Jean Grave.

L'engagement pacifiste, antinationaliste et antifasciste de Paul Signac sera sans faille jusqu'à sa mort en 1935. Il soutient Zola lors de l'affaire Dreyfus en 1898, puis, devant la menace de guerre grandissante, il participe au « Cercle et Carré » avec Anatole France et Emile Verhaeren. Quand la première guerre mondiale éclate, il est absolument désespéré et ne peint presque plus. Il refuse

d'organiser le salon des Indépendants alors que de jeunes artistes sont au front. Résidant à Saint-Tropez, il ne rentrera à Paris qu'en 1919, écoeuré par ce qu'il appelle « la ribouldingue de la victoire ». Enfin, en 1934, il est membre du comité de vigilance antifasciste avec Nizan, Vaillant-Couturier et Gide. Cette année-là, sa fille Ginette épouse le fils de Marcel Cachin, membre du bureau central du PCF. Cachin reconnaîtra lui-même dans un lettre à son fils : « Entre un vieux marxiste et un vieux bakouniniste, il est difficile de trouver des terrains communs d'action ».

Les convictions anarchistes de Signac n'ont jamais faibli. L'appel de Vaillant-Couturier lors de ses obsèques au Père-Lachaise le 18 août 1935 où de nombreux militants et sympathisants communistes furent présents, fut un bel exemple de tentative de récupération politique par le Parti, d'un artiste résolument engagé pendant toute sa vie du côté des anarchistes. La vérité, aujourd'hui, est rétablie.

Il reste l'œuvre, absolument lumineuse et poétique, fréquemment ponctuée de ces paysages marins qu'il aimait tant, reflets solaires, et voiles fièrement dressées sur leur mât.

Signac le marin, Signac le poète, Signac : artiste libre.

Yolaine Guignat

## copinage

**Djamel Allam sera en concert au Forum Léo Ferré** (11, rue Barbès, Ivry-sur-Seine) les 10, 11, 12 et 16, 17, 18 et 19 mai à 21 heures (ouverture des portes à 19h30, bar et petite restauration froide) en première partie, jusqu'au 12 : **Christophe Gracien** ; à partir du 16 : **Josette Kalifa**. Places : 80 F ; 70 F. Tél : 01 46 72 64 68.

**René Binamé + Protex Blue** (roots punk steady de Saint-Etienne) + **Ya Basta** (power punk de la région parisienne) au Molodoï, 19 rue du Ban de la Roche à Strasbourg samedi 12 mai. Ouverture des portes à 20 h. PAF : 30 F.

Mercredi 16 mai, au café-musique Le Loup Noir, 30, rue de Fourquerolles à Merlieux (Aisne) **Bruno Daraquy chante Gaston Couté**. places : 50 F/40 F. Une expo sur Gaston Couté sera à la disposition du public.

radio libertaire  
Paris • 89.4 MHz

jeudi 10 mai à 18h 30 :

*Si Vis Pacem*: soutien aux antimilitaristes angolais.

vendredi 11 mai à 22h 30 :

*Jazz en liberté*: Chet Baker trio en public (1985) ; Dave Douglas quintet (1998) ; TRX 5 groupe (1989) ; Miles Davis ensemble en public (1972) ; Dennis Gonzales band of Sorceres (1990) ; Fats Navarro quintet (1949).

mercredi 16 mai à 10h 30 :

*Blues en liberté*: Otis Rush, grandeur et décadence ?

mercredi 16 mai à 20h 30 :

*Ras les murs*: avec Laurence Segura du Collectif de défense des familles et proches de personnes incarcérées.



Né le 1er mai 1884 à Nancy, Eugène Dieudonné est impliqué dans l'affaire Bonnot, quand Peemans et Cabry, employés à la Société générale prétendent le reconnaître comme leur agresseur dans l'attentat de la rue Ordener, à Paris, le 21 décembre 1911.

Arrêté le 29 février 1912, Dieudonné comparait le 3 février 1913 avec les rescapés de la bande à Bonnot devant la cour d'assises de la Seine. Bien que Garnier d'abord, Bonnot ensuite l'aient innocenté, que lui-même proteste de son innocence... il est condamné le 28 février 1913 à la peine de mort, peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Au bagne, il tente plusieurs fois de s'évader et y réussit le 6 décembre 1926. Il est finalement gracié après les campagnes d'Albert Londres et de Louis Roubaud. Il meurt le 21 août 1944.

**Eugène Dieudonné**. Philippe Blandin. Collection « Graine d'ananas ». Co-édition Alternative libertaire. 64 pages. 30 F.

## LECTURE

## Se perdre. Annie Ernaux

QUAND LA PASSION AMOUREUSE VOUS TIENT, PLUS rien ne compte. C'est une histoire de peaux, de sensations, d'odeurs, d'ajustements, de vibrations. C'est une attente fébrile, une hantise de l'absence, une soif presque malade de l'autre, de son corps, de ses effluves. Quand la passion amoureuse vous engloutit, le dehors s'efface. Une femme écrit. Pendant un an elle n'aura fait qu'attendre un homme, tous les jours. Elle consigne dans son journal intime les minutes de cet acte dans sa vie. Elle est écrivain, il est attaché à l'ambassade d'URSS dans ces années de fin de règne de la Perestroïka. Elle a choisi de rompre un mariage qui la médusait en femme gelée, il boit de la vodka, il est fier de Staline. Elle réfléchit aux problèmes de ce monde, il affiche ostensiblement des signes extérieurs de richesses. Tout les sépare et pourtant il suffit d'une nuit dans un hôtel à Leningrad pour que la passion s'installe.

Annie Ernaux entreprend de livrer au public cette partie intime de sa vie, intime et non pas secrète puisqu'elle en avait fait un roman autobiographique : « Passion simple ». Cet homme, elle l'a dans la peau, il est comme l'oxygène qu'elle respire. Sans lui, tout lui devient détestable. Sa jeunesse lui fait comprendre que la vie va basculer bientôt, que les cuisses

se fripent. Elle a quarante-huit ans, il en a trente cinq. Au-delà des interrogations d'une femme entre deux âges, c'est aussi l'initiation sexuelle d'un jeune apparatchik qui ne quittera jamais ses chaussettes pour faire l'amour, c'est la force d'une femme qui prend des initiatives, qui décrit ses audaces physiques. Elle s'enlise dans cette passion, elle sait qu'elle se perd. Que son histoire avec les hommes n'a jamais été résolue et que depuis le commencement elle écrit à cause de cela.

Ce récit intime dépasse le cadre du journal, y sont inscrites toutes les œuvres d'Annie Ernaux, depuis son premier texte « Les armoires vides », peinture d'un milieu méprisé, en passant par « La femme gelée », récit d'un mariage sclérosant, les hommages rendus au père « La Place » et à la mère « Une femme » pour laisser transparaître en filigrane les écrits plus récents qui abordent encore et toujours les événements de sa vie : le jour où son père voulut tuer sa mère, la lente marche vers la mort de sa mère atteinte de la maladie d'Alzheimer et enfin le récit de son avortement clandestin en 1963.

La passion avec S. est terminée, Annie Ernaux en aura fait une œuvre d'art dans sa vie.

Martine. - Liaison Bas-Rhin  
Se perdre. Annie Ernaux. Gallimard, 2001, 110 F

# Travail en prison : esclavage légal

**D**ÉPUIS 1987, LE TRAVAIL AU SEIN DES PRISONS françaises n'est plus censé être afflictif et obligatoire. Au contraire il serait devenu un « moyen de réinsertion ». Pourtant au simple regard du coût de la vie en prison, on comprend aisément que le travail salarié soit pour le détenu la seule façon de pouvoir « surpayer » les services qui vont de l'achat de biens de premières nécessités à la location d'une télévision.

Il existe trois types de travail en détention :  
- le service général d'entretien de l'établissement : il concerne 8000 détenus et sa rémunération est de 800 F/mois environ ;  
- le travail pour la régie industrielle des établissements pénitentiaires, de l'imprimerie à la confection d'uniformes pénitentiaires, dont la rémunération est de 1900 F/mois environ ;  
- Enfin le travail en concession, dernier cas le plus courant, qui concerne plus de 11000 détenus et n'est pas mieux rémunéré, de l'ordre de 1200 F/mois environ.

C'est depuis la mise en place du programme I3000 en 1987 que des entreprises privées peuvent cogérer une vingtaine d'établissements pénitentiaires français. Ils ont été construits par Vivendi, la Lyonnaise des Eaux ou Dumez et sont gérés de manière rentable mais souvent inhumaine et déplorable, notamment en matière de santé par Sodexho, Eurest, Gecep, Gepsa.

Les points communs à tous ces travaux sont l'absence de contrat de travail, de salaire minimum garanti, de congés payés, de congés maladie, des avantages de la retraite (alors même qu'ils cotisent), l'interdiction du droit de grève, de contestation, d'association, de syndi-

calisation... Des tâches répétitives et peu qualifiantes, un travail précaire n'assurant même pas ce maigre revenu pendant toute l'année. La flexibilité est d'ailleurs ici un mot d'ordre : on déclassé arbitrairement, on paye encore à la pièce... Un détenu de la Maison d'Arrêt de Caen ayant travaillé 3 semaines pour un concessionnaire a ainsi perçu 200,88 F pour ce travail. Le Conseil de Prud'Hommes et la Cour de Cassation ne se sont pas sentis concernés par le cas de ce « travailleur ».

Ces entreprises « citoyennes », épargnées dès lors par les charges sociales et les éventuels préavis de grèves, se cachent derrière l'alibi honteux de la « réinsertion ». Or, un prisonnier leur rapporte en fait 255 F/jour et elles touchent 3 à 5% du chiffre d'affaires de la prison chaque année. De plus ce sont elles qui gèrent le cantinage et par les prix exorbitants qu'elles y pratiquent, elles exploitent doublement chaque détenu qui ne peut vivre sans y avoir recours et ne peut payer sans travailler... L'administration pénitentiaire organise cet esclavage légal des détenus et favorise leur exploitation. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité n'accorde pas à ces travailleurs les droits qui leurs sont dus. Quant aux syndicats dits représentatifs, ils ignorent totalement leur qualité de travailleur et ne défendent que les intérêts des matons. Nous exigeons l'application immédiate et sans conditions du droit du travail pour les personnes en détention.

**Act Up-Paris, Comité Euskadi, CNT Commission Prison, Coordination des comités de soutien aux prisonniers politiques basques, Leonard Peltier Support Group, observatoire des usagers, Ras les murs (Radio libertaire tous les mercredis de 20h30 à 22h30)**

11, 12, 13 mai 2001

## Journées antifascistes de Strasbourg

**C**ES JOURNÉES, LES premières du genre à Strasbourg, sont organisées par un collectif d'individus actifs ou non au sein d'associations locales.

Nous ne sommes ni les « spécialistes » de l'antifascisme, ni les détentés exclusifs de la vérité vraie dans ce domaine.

Notre collectif est ouvert à tous ceux et toutes celles qui, comme nous, sont préoccupés par le développement croissant d'une idéologie que beaucoup jugent un peu trop hâtivement révolue. Dans le monde, en Europe, et en France, les exemples de montée en puissance d'une nouvelle forme de fascisme ne sont hélas pas rares, et appellent plus que jamais à notre vigilance, notre réflexion, notre combativité.

C'est précisément ce qui a motivé l'organisation de ces Journées antifascistes de Strasbourg, sans sponsors ni subventions.

Projection, vendredi 11 mai 2001, maison des associations (1 A Place des Orphelins, à Strasbourg), 19h : « Contre vents et marées », documentaire de Richard Prost et Aimé Marcellan 55 minutes, couleurs et noir et blanc. Huit ans plus tard, voici le quatrième volet du film « Un autre futur », dernier épisode de la « saga » des libertaires espagnols dans leur résistance à Franco.

Ils maintiendront tout ce qui fait leur force et leur singularité : la permanence de leur propre culture, ils connaîtront tout : la clandestinité, l'exil, les grèves, la résistance armée...

C'est le sacrifice d'une génération qui, durant un demi-siècle, n'a pas admis qu'on efface de la mémoire collective une expérience singulière qui n'a fait aucune concessions aux idéologies totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle.

À travers quelques portraits exemplaires et des images d'archives inédites, voici l'histoire de cet exil et de cette résistance.

« Nosotros somos así ! », fiction de Valentin R. Gonzalez (1936) Avec Fred Galiana, Miguel Angel Navarro, Manuel Jiménez... 30 minutes, noir et blanc.

Le syndicat du spectacle collectiviste de la C.N.T. a pu produire six films de fiction pendant la Guerre d'Espagne, entre 1936 et 1938. Ces films, contrairement à toute attente, sont de véritables mélodrames dont le scénario, la structure n'ont pas à rougir de films produits en France à la même époque. Ils font penser à Pagnol, Carné, Clair, et Prévert.

« Nosotros somos así ! » est l'un d'eux. Il s'agit d'une comédie dont les protagonistes sont des enfants. Les dialogues sont écrits en vers.

Avant la guerre, des enfants majoritairement pauvres ont l'habitude de se réunir chez un camarade aisé, Dépito, pour faire la fête et s'amuser. Survient la guerre et le père d'Alberto, l'un des enfants, est arrêté. Les enfants vont se lier contre les adultes pour obtenir le pardon pour le père d'Alberto. Il ne sera pas condamné à mort mais restera quand même emprisonné.

Un film plein de charme, riche en éléments musicaux et chorégraphiques.

Concert, samedi 12 mai 2001, c.a.j. molodoï (19 rue du Ban de la Roche, à Strasbourg), 21h : Protex Blue (rock steady punk, Saint-Étienne). Un des groupes les plus prometteurs de la scène punk rock française, savant mélange de reggae, de ska, de rock avec ce bon zeste de punk qui donne à l'ensemble la dose énergétique indispensable ! Les Protex, manifestement, ont grandi au son des Clash... René Binamé (anarcho punk, Bruxelles). Remarqué au départ pour ses textes très anticléricaux, René Binamé a depuis constitué un impressionnant répertoire qui fleurit bon l'esprit libertaire, porté par une musique originale qui se danse souvent le poing levé ! (notamment leurs reprises de

nombreux chants révolutionnaires : « Juillet 36 », « La Makhnovchchina », « Le chant des partisans... »)

Ya basta ! (ska punk, région parisienne) : une section cuivre, une guitare, une basse, une batterie, des textes incisifs... un cocktail explosif qui aurait même tendance à mettre le feu dans les salles ! À bon entendeur...

La salle du Molodoï accueillera, pour l'occasion, une exposition présentant différents aspects et différentes manifestations du fascisme aujourd'hui.

Conférence, dimanche 13 mai 2001, troc'afé (8 Faubourg de Saverne, à Strasbourg), 15h30 : D'hier à aujourd'hui... Le fascisme est-il fini ? Avec Philippe Pelletier, co-auteur du livre « Du fascisme au post-fascisme ».

Depuis la scission FN/MN, l'extrême droite française paraît affaiblie et l'alliance des grands partis démocrates pour endiguer sa progression semble porter des fruits. Qu'en est-il réellement ? Le « fascisme de grand papa » est passé de mode, n'intéresse plus qu'une poignée de nostalgiques peu susceptibles de répandre la peste brune à grande échelle ? Alors, le fascisme a-t-il disparu définitivement dans les poubelles de l'histoire ou est-il en train de changer de forme ?

Rappeler les caractéristiques du fascisme et les grandes étapes de sa mutation jusqu'à aujourd'hui, mieux comprendre les manifestations du post-fascisme actuel et à venir, adapter la lutte antifasciste à ses nouvelles formes et ses nouveaux canaux de diffusion (média de masse et pensée unique, défense identitaire face à la mondialisation, stades de foot, éco-fascisme, etc.) seront les principaux aspects abordés par Philippe Pelletier lors d'une conférence suivie d'un débat avec le public.

Renseignements : téléphone : 06 67 83 76 13  
E-mail : antifascstrasbourg@multimania.com  
site web : http://www.antifa.fr

A G E N D A

jeudi 10 mai

**NANTES** : L'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 20 h 30, 17 rue Paul-Bellamy (co-organisé avec CNT, No Pasaran).

**SAINT JEAN DE LA RUELLE (45)** : présence du groupe el quico de la FA aux « contrefêtes johanniques – fête du mouvement social » (juste à côté d'Orléans) de 12 h à minuit (concerts en fin de journée)... stand, table de presse, débat sur le chiapas...

vendredi 11 mai

**BESANÇON** : Le groupe Proudhon de la FA vous invite à une conférence-débat avec Serge Livrozet autour de son livre « **De la prison à la révolte** » à 20 h 30, à la librairie l'autodidacte, 5, place Marulaz.

**NANTES** : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 12 h 30, Université de Lettres et Sciences Humaines (amphi D, sous réserve), co-organisé avec le collectif d'étudiants en grève.

**PARIS** : Le groupe de la Villette de la FA organise une réunion publique sur le thème : « L'intervention des anarchistes dans la commune : l'exemple de Merlieux », animée par Dominique Lestrat. **A 20h30** à l'Usine, 102, bd de la Villette (M<sup>o</sup> Colonel Fabien).

**PARIS** : Le COSIMAPP, le groupe de soutien à Leonard Peltier et le Scalp-Reflex organisent un **meeting pour sauver Mumia à 19 heures** Avec Sonia Sanchez (ex-Black Panther) et Ramona Africa (Move) au 33, rue des Vignoles (20<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Avron).

**ROUEN** : Soirée Voix libres, rencontres **création littéraire et poétique** à la librairie L'Insoumise à 20 h 30, 128 rue Saint-Hilaire.

**VANNES** : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 20 h 30, Palais des Arts avec présence de personnes impliquées dans les projets collégiaux expérimentaux.

samedi 12 mai

**LANNION** : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 14 h 30, Maison des associations avec Projets collégiaux expérimentaux, Ecole Emancipée...

**NANTES** : A 13 heures, place de la Bourse, **dépôt d'ordure devant M6**, pour toutes les personnes dégoutées par l'odeur de pourriture de « Loft Story ». A l'initiative de « Z comme Zapper ».

**NEUILLY-SUR-SEINE** : Le collectif « Souriez, vous êtes filmés » invite tous ceux qui l'odeur de pourriture de « Loft story » dégoute à **déposer des poubelles** devant le siège de M6 à 14 heures, 89, avenue Charles-de-Gaulle.

**PARIS** : Le COSIMAPP appelle à une **manifestation nationale pour Mumia** à 14 heures gare de l'Est avec le groupe de soutien à Leonard Peltier et le Scalp-Reflex.

**PARIS** : 130 ans après la Commune de Paris le groupe Louise-Michel de la FA organise un rassemblement place des Abbesses de 15 h à 17 heures. **Place au Peuple, Place à la Commune !** Un mois après les municipales ; Exposition, allocutions, débat sur l'actualité de la Commune (1871), Louise Michel, des chansons, des poèmes, etc.

**RENNES** : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 20 h 30, MJC La Paillette, rue du Pré de Bris.

dimanche 13 mai

**PARIS** : **Concert de soutien** à la revue *Reflex* et aux FTP à 17 heures avec Igor Ringard et Mireille de Guingois, Riton la Manivelle et La Compagnie Jolie même au CICP 21 ter rue Voltaire. PAF : 30 F.

vendredi 18 mai

**LYON** : La Fédération anarchiste invite **Act Up Lyon au café libertaire**, l'occasion de discuter de la création de cette association et de ses projets. 21 heures, 19 rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée).

**TOULON** : Réunion-débat organisée par le Réseau anarchiste varois et le groupe Nada de la FA « **La Cecilia, histoire d'une communauté anarchiste au Brésil** » avec Isabelle Fellici à 18 heures au nouveau Café-lecture, 2, rue Baudin (à côté de l'ex-bourse du travail).

samedi 19 mai

**PARIS** : La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Laurent Chollet, auteur de « **L'insurrection situationniste** » à 16 h 30, 145 rue Amelot (11<sup>e</sup>).